

**Construisons l'avenir en gardant nos racines !  
die Zukunft aufbauen, unsere Wurzeln aufrechterhalten!**



**Philippe  
MOURAUX**

(49 ans)

Suppléante :

**Chantal BURR**

(60 ans)



Chères concitoyennes, chers concitoyens,

Depuis plus de 30 ans, majorités de gauche et de droite se succèdent à la tête de l'Etat et aggravent la situation de la France : la dette explose, le chômage augmente, l'école ne remplit plus sa mission, des lobbies dictent la loi aux parlementaires et la solidarité disparaît.

Le FN, fondé entre autres par des partisans d'une idéologie qui a fait le malheur de la Moselle dans les années 40, est en embuscade. Il est pourtant au cœur de multiples scandales financiers et ses élus ont lamentablement échoué dans les municipalités.

La France fait face à des menaces terroristes venues de l'extérieur et de l'intérieur et aux défis de la transition écologique. L'Etat français est impuissant à répondre à ces défis car il veut s'occuper de tout au lieu de se concentrer sur ses missions essentielles (défense, police, justice, affaires étrangères, monnaie, école). Il confisque le pouvoir aux citoyens et aux collectivités territoriales sans être capable de faire mieux et moins cher. Quand ils daignent consulter le peuple, les gouvernants ne respectent pas sa volonté, comme lors du référendum sur le Traité constitutionnel européen.

Candidats de 57-Le Parti des Mosellans, ma suppléante et moi nous présentons à vos suffrages pour contribuer à offrir une alternative à notre pays et faire entendre la voix de la Moselle.



[www.facebook.com/PhilippeMouraux2017/](https://www.facebook.com/PhilippeMouraux2017/)



[twitter.com/57\\_PDM](https://twitter.com/57_PDM)



## A l'Assemblée Nationale, je m'engage à défendre :

La **moralisation de la vie politique** avec un strict non-cumul des mandats (un mandat à la fois et pas plus de deux mandats identiques consécutifs), un contrôle strict au centime près des dépenses des élus faites avec de l'argent public et l'inéligibilité des élus condamnés pour corruption.

Une **démocratie renouvelée et participative** avec l'introduction d'une dose de proportionnelle significative aux élections nationales et locales, la reconnaissance du vote blanc, l'usage plus fréquent des référendums nationaux et locaux.

La **modernisation du Sénat** (mode d'élection différent, contrôle strict des lobbies et suppression de certains avantages exagérés des sénateurs et des employés du Sénat).

Une **autonomie maximale aux régions et aux collectivités** dotées de ressources propres. Réforme territoriale et loi NOTr doivent être révisées.

L'accélération de la **transition écologique et énergétique** (nécessaire pour la planète et qui permettra de créer 1 million d'emplois en France) avec le maintien du principe de précaution, la sortie progressive du nucléaire, la promotion de l'agriculture bio et des circuits courts.

Le **retour aux fondamentaux à l'école**. Elle doit offrir à tous les bases du savoir et former des citoyens autonomes, responsables et leur apprendre le vivre ensemble. Il faut également revaloriser l'apprentissage et les métiers manuels et techniques.

Une **diplomatie française forte plutôt que l'interventionnisme militaire** avec la mise en place d'une coopération décentralisée gagnant-gagnante avec les pays les plus en difficultés et confrontés à des exodes migratoires importants.

La mise en place d'un **véritable contrôle des systèmes bancaires et monétaires**.

L'émergence d'une **Europe fédérale et citoyenne**. L'UE, c'est 60 ans de paix ininterrompue en Europe de l'ouest ! Sortir de l'Union serait une folie. Il faut la réformer radicalement en limitant les pouvoirs de technocrates non élus et remettre les citoyens au cœur du projet voulu jadis par notre compatriote mosellan Robert Schuman.

La mise en place d'une **politique de la santé plutôt que de la maladie** et l'instauration de l'enjeu santé-environnement comme une priorité nationale.

La **lutte sans concession contre toutes les discriminations et injustices** : l'égalité femme-homme, une politique en faveur des personnes en situation de handicap et la promotion d'une véritable équité républicaine.

La promotion d'une **politique engagée en faveur de la protection animale** et du bien-être animal.

Le **droit local d'Alsace-Moselle** est menacé ! Le Conseil constitutionnel a jugé qu'il ne pouvait plus évoluer. Un droit qui ne s'adapte pas aux évolutions sociales et économiques est condamné à mourir. Il faut une clause de garantie dans la constitution et je m'engage à plaider en ce sens avec les autres parlementaires alsaciens-mosellans.

Le **Régime local d'assurance-maladie (RLAM)** procure un haut niveau de prestations de manière solidaire entre malades et bien portants, hauts et bas revenus, actifs, chômeurs et retraités. Ses frais de gestion sont très faibles. Le RLAM a été torpillé par l'introduction, dans l'intérêt des assurances privées soutenues par les députés mosellans LR et PS, de la mutuelle obligatoire. Le financement de l'ensemble du panier de soins à hauteur de 86% par le salarié en Alsace-Moselle (contre 50% ailleurs) expose le RLAM à un risque de contentieux. Je m'engage à prendre une initiative avec les autres élus alsaciens-mosellans pour garantir le RLAM et l'améliorer.

Le **concordat** a permis des rapports pacifiés entre Etat et religions et il ne doit pas être remis en cause.

Élément du patrimoine et de l'identité d'une partie de notre circonscription, le **bilinguisme est un formidable atout POUR TOUS** sur le marché de l'emploi dont le tourisme est une partie essentielle (Center Parc, Parc de Sainte Croix, 1/3 de résidences secondaires allemandes dans le pays de Sarrebourg). Le dossier de l'enseignement bilingue a été totalement négligé par le député sortant. Si vous m'éliez député, je prendrai une initiative auprès du ministre de l'éducation, en association avec d'autres parlementaires mosellans et alsaciens, pour faire avancer ce dossier afin que soient proposées, notamment dans la 4ème circonscription, des classes bilingues français-allemand à parité horaire depuis la maternelle jusqu'en fin de cursus dans l'enseignement général et professionnel.

Le **maintien des services publics et médicaux**, notamment dans le Saulnois sacrifié, doit être une priorité. La constitution de vastes métropoles entourées de déserts ruraux est un mauvais choix de société qu'il faut combattre.